

# Dossier de presse

## 22 juin 2020





Case postale 171  
1242 Satigny

### Allocution de Willy Cretegy, initiateur du référendum « Stop huile de palme »

Aujourd'hui est un jour très important pour l'agriculture, pour l'artisanat et pour l'économie locale en général. C'est un grand jour, car nous déposons le premier référendum contre un accord de libre-échange. Au mois de janvier dernier Uiterre et moi-même avons réuni un comité réunissant plusieurs organisations et individus.

Nous l'avons intitulé « Stop huile de palme » parce que cette huile est emblématique de ce type d'accord et de ces impacts. Mais il ne s'agit pas d'un référendum qui se limite à une opposition de l'importation de cette huile ou de la déforestation en Indonésie.

Il s'agit clairement d'une opposition au système du libre-échange.

Signer un accord de libre-échange avec un ou des groupes de pays conduit à supprimer toutes les mesures garantissant une saine concurrence sans distorsion. Supprimer ces mesures a fait et fait encore disparaître des pans entiers de notre production locale.

Signer un accord de libre-échange conduit à abandonner nos normes, normes de fabrication, normes sociales, normes environnementales. Pour comprendre le degré de respect de nos politiques vis-à-vis de nos normes qui ne sont rien d'autres que nos choix, ils ont nommé la loi « loi sur les entraves au commerce ». C'est comme si on avait appelé la loi sur la circulation routière la « loi sur les entraves à la circulation » parce qu'on ose mettre des ralentisseurs ou des passages piétons.

Signer un accord de libre-échange c'est nous permettre d'avoir accès à des biens à des prix extrêmement bas. Ces prix bas ont conduit à la surconsommation et à l'explosion du volume de déchets.

Signer un accord de libre-échange a eu pour effet de développer de façon exponentielle les échanges et les transports qui sont une énorme source de pollution.

On peut encore ajouter que la diminution, voir la suppression des taxes douanières, celles-là même qui permettaient de limiter la distorsion de concurrence a permis aux acteurs de ce libre-marché mondial de constituer des fortunes colossales. Ces taxes avaient un rôle important de protection de l'économie locale et de l'emploi. En tombant dans les caisses publiques, ces dernières, permettaient des investissements pour la collectivité.

En déposant aujourd'hui près de 60'000 signatures, nous franchissons une première étape. En attendant la votation sur l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, nous avons un énorme travail de communication et de persuasion pour convaincre les citoyens de rejeter cette politique.

Nous devons aussi convaincre les organisations dont l'absence aujourd'hui est incompréhensible. Comment des organisations pour l'environnement, pour les droits humains, pour l'agriculture ont pu trouver que cet accord est acceptable. Comment peuvent-elles se contenter de quelques promesses sur le respect de l'environnement pour accepter que l'on continue la déforestation, à transporter de la marchandise d'un bout à l'autre de la planète et à alimenter la surconsommation ?

Les manifestations pour le climat qui ont rassemblé des milliers de personnes dans le monde doivent déboucher sur des véritables changements. Nous devons produire autrement, nous devons consommer autrement, nous devons respecter notre environnement dans sa globalité c'est-à-dire la nature, les ressources, le paysage, les droits humains, le tissu qu'il soit social ou économique. Ce référendum est une pierre à ce nouvel édifice que nous voulons construire ensemble !

Genève, le 21 juin 2020 Willy Cretegy

Chères et chers compagnons de lutte, chères personnes présentes,

En ce moment même, des crimes sont commis contre notre avenir en Indonésie.

Chaque heure, la forêt tropicale en Indonésie disparaît à hauteur de 100 terrains de football.

Rayés de la carte. Déboisement à des fins lucratives. Détruit pour les profits des entreprises.

Les conséquences de cette destruction systématique sont immenses : La déforestation de la forêt tropicale réduit la biodiversité. Elle conduit à l'expulsion des petits agriculteurs-trices\* et d'autres personnes. Et elle alimente la catastrophe climatique qui est à nos portes.

Chaque hectare de forêt tropicale défrichée libère entre 100 et 170 tonnes de CO2 dans l'atmosphère. La destruction mondiale de la forêt tropicale est responsable d'environ 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'Indonésie est l'un des leaders dans ce domaine paradisiaque et dangereux. La raison de cette déforestation rapide : l'établissement d'immenses plantations d'huile de palme qui seront distribuées dans le monde entier, à bas prix. De l'huile de palme pour les cosmétiques, le biodiesel et l'alimentation. D'énormes monocultures qui déplacent de force la jungle, un peu plus à chaque heure.

Chères et chers compagnons de lutte, chères personnes présentes,

C'est maintenant, dernier délai que nous devons tirer le frein de secours. Nous devons faire tourner la roue et nous empêcher de nous précipiter dans l'abîme à toute vitesse.

Faire tout ce qui est en notre pouvoir pour arrêter la destruction de la forêt tropicale et promouvoir à la place les chaînes de production locale.

Mais que fait le Conseil fédéral bourgeois ? Il nous présente un accord de libre-échange avec l'Indonésie, qui devrait rendre la vente de la forêt tropicale encore plus rentable. Cela rapportera encore plus d'argent dans les coffres des entreprises qui détruisent notre environnement et notre avenir pour leurs profits. Les principaux bénéficiaires des accords de libre-échange sont et restent les entreprises et le pourcent le plus riche. Et ce, tant que le pouvoir sur notre économie est entre leurs seules mains. Des brevets plus stricts sur les médicaments et les semences profitent aux entreprises, et non aux 99%. Ce sont les plus riches qui bénéficient de la libéralisation forcée du secteur bancaire indonésien, et certainement pas la population.

Cet accord de libre-échange est un contrat des puissants. Nous ne devons pas être dupé-e-s : Les promesses euphoniques de durabilité qu'il contient ne valent pas grand-chose s'il ne garantit pas des contrôles stricts. Et tant qu'il n'y a pas de sanctions sévères pour ceux qui ne s'y conforment pas. Les belles clauses de durabilité sont très bien, mais elles deviennent des mots vides de sens si elles ne sont pas appliquées.

Nous luttons contre cet accord de libre-échange au service des entreprises, qui sont déjà responsables de violations massives des droits humains. Nous nous opposons à un nouveau bradage des forêts tropicales. Nous résistons, et nous sommes nombreuses et nombreux.

Merci beaucoup pour votre engagement ! J'attends avec impatience cette campagne pour que nous unissions nos forces afin d'empêcher cet accord de libre-échange !

Ronja Jansen, présidente Jeunes socialistes, 22 juin 2020

Berne, 22 juin 2020

## **Il n'y a pas d'exportations durables d'huile de palme**

L'accord de libre-échange avec l'Indonésie, premier producteur mondial d'huile de palme, prévoit une réduction tarifaire moyenne de 35 % sur un contingent qui doit être porté à 12 500 tonnes. Ces importations doivent provenir d'une production dite durable. Mais les accords de libre-échange poussent les agriculteurs dans la pauvreté. Ceci au bénéfice de l'industrie d'exportation de l'huile de palme qui est dominée par les grandes entreprises. C'est pourquoi la plus grande organisation paysanne indonésienne (Serikat Petani Indonesia) soutient explicitement notre référendum et a également demandé l'arrêt des négociations dans des campagnes publiques et des interpellations au président indonésien. La souveraineté alimentaire et une agriculture paysanne familiale diversifiée au lieu de la dépendance aux importations et à l'alimentation industrielle sont les concepts d'un système alimentaire durable et tourné vers l'avenir. Il y a seulement deux semaines, une grande manifestation d'agriculteurs contre les nouvelles plantations "durables" d'hévéas par la société Michelin implantées aux dépens des petits agriculteurs a eu lieu à Tabo dans la province de Jambi. Nous ne devons pas nous faire d'illusions sur le fait que les monocultures d'huile de palme, mêmes "*durables*", se font également au détriment de la nature, des petits agriculteurs et du climat.

## **Les accords de libre-échange mettent en danger l'approvisionnement et un système alimentaire durable**

Pour garantir l'approvisionnement et protéger le climat, la production nationale d'oléagineux doit être maintenue. Les prix à la production ne doivent pas baisser davantage. La réduction tarifaire d'environ 40 Rp/L touchera d'abord environ la moitié des importations d'huile de palme. La production suisse de colza et de tournesol sera donc soumise à une pression croissante sur les prix. L'invocation de la durabilité comme argument laisse perplexe.

Il faut rappeler que le prix pour les producteurs est passé de 150 Fr/dt en 1999, à 90 Fr/dt en 2013 et 76 Fr/dt par an. Afin de compenser partiellement cette perte, la Confédération verse une contribution unique de Fr. 800/ha pour la production de colza. La demande d'huile domestique serait en fait élevée, mais à ces prix, il est difficile de trouver suffisamment de producteurs pour y répondre. Un prix couvrant les coûts dans la culture conventionnelle devrait se situer aujourd'hui à Fr/180 dt. Au lieu d'un démantèlement tarifaire, la Suisse a besoin d'une protection tarifaire différenciée qui soutienne la production nationale et réellement durable. Cette politique correspond également au mandat constitutionnel selon l'article 104, 104a.

La Suisse a un taux d'autosuffisance de 35% pour les oléagineux. Après l'huile de tournesol, l'huile de palme occupe la deuxième place avec un volume d'importation de 24 272 tonnes (22 %). Il est judicieux, d'un point de vue écologique et économique, d'augmenter ou du moins de maintenir le niveau de la production nationale. Les importations d'agriculture durable en provenance de l'Europe voisine devraient compléter la demande. Cependant, l'huile de palme, moins chère, se retrouve partout dans notre alimentation depuis ces 20 dernières années, au détriment de l'huile de tournesol. Selon l'administration des douanes, la Suisse a exporté un volume total de 233 milliards de francs en 2018. Les économies de droits de douane résultant de l'accord de libre-échange avec l'Indonésie ne s'élèveront qu'à 35 millions de francs (base 2017/source : NZZ, 02.11.2018).

Alors que le Parlement et plusieurs cantons avaient demandé l'exclusion de l'huile de palme, le Conseil fédéral a maintenant signé un accord qui vise à donner une coloration verte au système alimentaire industriel et la production catastrophique d'huile de palme indonésienne. Nous sommes donc heureux de pouvoir déposer les signatures aujourd'hui et nous comptons sur le peuple suisse pour rejeter clairement les importations d'huile de palme.

Rudi Berli  
Producteur de légumes  
Secrétaire Uniterre

## Discours Référendum Huile de Palme

Camarades, amis, amies, sympathisantes et sympathisants de l'économie locale, de l'environnement et de l'agriculture de proximité, nous y voilà.

Après une récolte de signature quelque peu particulière, nous nous retrouvons aujourd'hui devant cette chancellerie fédérale pour exprimer haut et fort notre opinion.

Déjà avant la pandémie, nous traversions un état de catastrophe environnementale. Les grèves des jeunes pour le climat nous l'ont fait remarquer d'autant plus, mais la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, l'augmentation des températures, la perte mondiale de biodiversité et la déforestation ont déjà des impacts négatifs palpable sur notre vie à toutes et tous. Les raisons semblent pourtant claires : une course incessante au profit, un système économique globalisé et l'utilisation massive des énergies fossiles constituaient un moteur essentiel à ces changements naturels aux conséquences désastreuses sur notre vie. Les origines sont-elles facilement compréhensibles ? Pas pour tout le monde ! Le bloc bourgeois, majoritaire au parlement, n'a pas semblé vouloir remettre en question cette logique lorsqu'il a soutenu massivement l'accord de libre-échange que notre pays était sur le point de signer avec l'Indonésie.

Mais pourquoi cet accord est-il si problématique me demanderez-vous ? Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'Indonésie est le plus gros producteur mondial d'huile de palme. La culture de palmiers a mené les acteurs et actrices économiques, tout au long des dernières décennies, à détruire de larges parties de la forêt vierge de l'archipel afin d'y replanter des monocultures. Ce phénomène est une catastrophe pour la biodiversité. Alors que ces forêts accueillait une faune et une flore luxuriante, elles sont brûlées ou coupées par un processus relâchant de larges quantités de gazes à effet de serre dans l'atmosphère et sont remplacées par des cultures stériles qui ne peuvent plus offrir d'offrir un habitat à toutes les espèces qui vivaient dans ces puits de nature.

Au bout de la chaîne de distribution, la Suisse serait abreuvée d'huile de palme, une ressource bon marché déjà largement utilisée dans l'industrie agro-alimentaire, qui ferait encore plus concurrence aux huiles produites localement. Cette situation est extrêmement problématique parce qu'elle viendrait mettre encore plus de pression sur un secteur essentiel, mais qui s'est déjà massivement réduit sous la concurrence du marché mondialisé. La crise sanitaire que nous venons de traverser a bien montré la dépendance de notre économie aux marchandises venant d'ailleurs et a souligné l'importance de relocaliser nos chaînes alimentaires

D'autre part, avons-nous vraiment besoin d'un nouvel accord de libre-échange avec un pays éloigné ? Le transport de marchandises et de biens de consommations a des conséquences désastreuses sur notre climat. Les hydrocarbures utilisés dans le transport de marchandises relâchent de larges quantités de gazes à effet de serre dans l'atmosphère, ce qui accentue le processus de réchauffement climatique. La conclusion d'un tel accord faciliterait les échanges avec ce pays d'Asie du Sud-Est, la quantité de transactions augmenterait sans doute et les conséquences négatives de ces flux sur l'environnement se verraient renforcées.

Sur le plan politique finalement, c'est un signal fort que nous envoyons à nos élus et élues. Alors que d'autres accords de libre-échange sont actuellement en discussions avec la Malaisie, le MERCOSUR et les Etats-Unis, nous affirmons que nous n'en voulons pas. Nous ne voulons plus de ce rêve libéral qui détruit nos vies et notre économie locale, nous ne voulons pas de leurs accords fourbes qui enrichissent celles et ceux qui possèdent déjà tout et qui détruit les petits acteurs et petites actrices de notre économie.

Aujourd'hui plus que jamais, il est essentiel de changer de paradigme. Pour nos agriculteurs et agricultrices, pour notre santé, pour nos enfants et nos petits-enfants, pour toutes et tous les producteurs locaux et productrices locale, mais aussi pour notre environnement, notre planète, la faune et la flore d'ici comme d'ailleurs. Cet accord détruit l'avenir de nombre d'entre-nous et je suis heureux(se) que nous soyons réunis et réunies aujourd'hui pour y mettre un frein. La mondialisation doit-être celle des idées et des personnes, pas celle des marchandises !

Kelmy Martinez pour [Agriculture du futur](#)

## **Lettre de soutien de l'association paysanne indonésienne SPI au référendum STOP HUILE DE PALME contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie**

### **Hidup Petani ! Viva la Via Campesina !**

En réponse à la lutte menée par Uniterre et d'autres organisations de la société civile en Suisse pour rejeter l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie, qui est sous l'égide du CEPA Indonésie-AELE (IE-CEPA), le SPI<sup>1</sup> déclare par la présente sa solidarité et son soutien à la lutte de nos amis.

En tant que mouvement ayant une plate-forme anti-néolibérale, le SPI et La Via Campesina<sup>2</sup> ont longtemps lutté pour résister au libre-échange. La lutte qui a été mise en œuvre sous forme de protestation contre l'un des symboles du libre-échange comme l'OMC, où le SPI et La Via Campesina ont construit des fronts de résistance, a commencé à Cancun, Seattle, Hong Kong, Genève, Bali, Nairobi, Buenos Aires jusqu'à présent. C'est pourquoi la SPI rejette fermement l'accord IE-CEPA, qui de surcroît, aura des répercussions directes sur l'Indonésie.

En ce qui concerne cet accord, le SPI a en fait exprimé son refus de manière explicite dès le début. Avec d'autres organisations de la société civile en Indonésie, le SPI a formé une coalition visant à fournir une résistance aux négociations en cours à l'époque. L'organisation de manifestations de rue, la rencontre avec les délégués de chaque pays et l'envoi d'une lettre de protestation au président de la République d'Indonésie pour qu'il cesse de négocier l'accord de libre-échange sont quelques-unes des mesures qui ont été prises.

Le SPI est consciente que les accords de libre-échange sont des concepts qu'il faut rejeter et auxquels il faut résister car ils mènent les paysans à la pauvreté. L'importation de produits agricoles et alimentaires porte préjudice aux paysans, alors que les grandes entreprises des secteurs de la production et de la distribution renforcent leur pouvoir. Les paysans seront marginalisés parce qu'ils ne sont, soit-disant, pas compétitifs et seront remplacés par des sociétés agro-industrielles.

Cela aura également un impact sur la qualité des produits agricoles. En règle générale, les paysans cultivent de manière agroécologique et leurs produits sont respectueux de l'environnement, sains et nutritifs. Ce ne sera plus le cas ! Les aliments issus de monocultures gérées par des entreprises seront contaminés par les traitements chimiques qu'elles utilisent. Sans compter que les pertes que subiront les paysans seront exacerbées par l'application de réglementations telles que les ADPIC ou l'UPOV 91. En outre, dans les pays liés par l'accord, la gestion traditionnelle des semences,<sup>3</sup> telle que pratiquée par les communautés agricoles, ainsi que la souveraineté alimentaire seront complètement érodées.

L'accord de libre-échange aura des répercussions encore plus graves si le projet de loi omnibus en Indonésie est adopté. Ce projet est très représentatif des intérêts des grandes entreprises et très préjudiciable aux paysans. Il concerne entre autres, des règlements relatifs à la Land

---

<sup>1</sup> <https://viacampesina.org/en/tag/indonesia/>

<sup>2</sup> <https://viacampesina.org/fr/>

<sup>3</sup> <https://voir-et-agir.ch/la-reponse-du-seco-est-insuffisante/>

Bank (banque publique basée aux Philippines), au droit de propriété immobilière pour les étrangers, à la réduction des obligations et des sanctions pour les sociétés gestionnaires des plantations. Toutefois, grâce à la pression populaire, la discussion sur le projet a pu être reportée et les citoyens peuvent organiser leur riposte. ([Voir lien](#))

L'existence d'accords de libre-échange qui sont renforcés par la loi omnibus rend la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire très urgente. La souveraineté alimentaire implique la réalisation du droit à une alimentation de bonne qualité et culturellement appropriée, produite avec un système agricole durable et respectueux de l'environnement. En d'autres termes, la souveraineté alimentaire défend le principe de la diversification alimentaire en accord avec la culture locale existante. La mise en œuvre de la souveraineté alimentaire est un accomplissement des droits de l'homme par le fait qu'elle respecte le droit de déterminer leurs propres systèmes agricoles et alimentaires dont le socle est une agriculture familiale basée sur le principe de solidarité.

Le SPI regrette profondément la défaite de l'initiative sur la souveraineté alimentaire de 2018 qui a également été initiée par Uniterre et d'autres organisations de la société civile en Suisse. Cependant, cette défaite ne sera pas la fin de notre lutte pour la réalisation de la souveraineté alimentaire, non seulement en Suisse mais dans le monde entier. En outre, depuis 2018, nous avons appris beaucoup de choses qui nous seront utiles pour réussir dans la lutte actuelle, à savoir le référendum sur les accords de libre-échange. Ce combat doit être gagné comme la victoire que nous avons remportée ensemble lors de l'acceptation par l'assemblée générale des Nations unies de la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales<sup>4</sup>.

C'est pourquoi, une fois de plus, la SPI réitère son total soutien à ce que font ses amis en Suisse, à savoir développer la lutte qui a déjà été menée par la SPI en Indonésie, une lutte qui doit être poursuivie afin de réaliser la souveraineté alimentaire dans le monde.

Zainal Arifin Fuad, Serikat Petani Indonesia (SPI)

---

<sup>4</sup> Adoptée le 17 décembre par l'Assemblée générale des Nations Unies, la « Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales » (UNDROP) définit en 28 articles les droits les plus importants qui doivent être octroyés aux paysannes et paysans du monde entier. La Suisse s'est prononcée en faveur de la Déclaration dès le stade des négociations, donnant à New York un signe clair en faveur des droits des populations rurales. Voir <https://uniterre.ch/fr/thematiques/le-monde-dit-oui-aux-droits-des-paysannes-et-des-paysans-cet>